

Sylvie Mennesson
Militante à Maisons-Alfort (94)
9, rue de Marseille 94700 Maisons-Alfort
Sylvie.mennesson@orange.fr

Harlem Désir, Premier Secrétaire National

Elections Européennes 2014

Maisons-Alfort, le 22 Octobre 2013

Objet : Candidature à l'investiture pour la Liste aux Européennes

A l'attention du Premier Secrétaire National

Cher camarade, cher Harlem,

Conformément aux dispositions de la circulaire n°1388 et en tant que représentante élue à la suite de la « primaire » organisée par la Motion 4 pour la région Ile-de-France, **j'ai l'honneur de faire acte de candidature pour l'investiture sur la liste des élections européennes 2014**. J'ai adhéré à la Motion 4 parce que c'est celle qui m'est apparue comme la plus humaniste, la plus européenne et la plus innovante, celle qui va le plus loin dans ses propositions pour une Europe sociale et ambitieuse.

Actuellement, je suis membre de la Section de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), membre du bureau Fédéral du Val-de-Marne et membre de la Commission « Europe » de la Fédération. Je suis également membre du **Parti Socialiste Européen**, où je milite sur les questions de société. Je participe activement sur les questions européennes dans plusieurs *Think Tanks* européens, notamment sur la **citoyenneté en Europe** (European Citizenship Association).

Je suis **une européenne convaincue** parce que je crois que **les progrès sociaux et économiques** ne peuvent passer que par l'Europe. Economiste et linguiste de formation, je travaille dans une grande entreprise publique (La Poste), où j'ai acquis une **expérience de près de vingt ans** dans le domaine international. J'ai ainsi travaillé à la **Commission Européenne** où j'étais experte des questions postales pour les pays candidats à l'entrée dans l'Union Européenne (13 pays de l'Europe Centrale et Orientale, aujourd'hui tous Etats-membres de cette institution).

Ayant vécu de près les efforts de ces pays pour se mettre à niveau et harmoniser leurs législations avec ce que l'on appelle « *l'acquis communautaire* », j'ai pu également en observer les limites, provenant tant des gouvernants de ces pays que de nos institutions européennes. S'il était essentiel de faire entrer ces pays, avides de progrès dans l'Union européenne, peut-être aurait-il fallu le faire selon des critères plus contraignants au plan des acquis sociaux. La Motion que je représente insiste à juste titre sur **la nécessité de favoriser le progrès social** dans l'ensemble de l'Union Européenne.

J'ai ainsi été celle qui a **défendu les amendements de notre motion dans le Val-de-Marne** pour faire changer la Convention « Notre Europe » du Parti Socialiste en juin dernier, afin que change l'Union Européenne. Si j'ai la chance d'être élue députée européenne, je serai à l'écoute et me conformerai aux propositions qui seront faites, dans le cadre des directives données par le Parti socialiste.

Mes motivations et mes aspirations sont en effet celles qui m'ont séduite en tant que signataire de la motion 4, et se résument en quelques principes et **convictions de base**, dont je vais ici exposer **les grandes lignes directrices**.

.../...

La première, c'est d'insuffler de la démocratie et de la transparence dans les Institutions Européennes, et d'aller vers une Europe vraiment « citoyenne » c'est-à-dire une Europe où le citoyen participe aux processus de décision. Cela concerne avant tout la **réforme de nos Institutions** et notamment le **renforcement du pouvoir du Parlement**, qui doit être représentatif de la volonté directe des citoyens.

Si l'on adoptait un système parlementaire, le gouvernement européen serait en effet désigné par la majorité du Parlement européen pour mettre en œuvre le projet exposé aux citoyens avant les élections européennes. Il aurait cinq ans pour mettre en œuvre ce projet, le Conseil des ministres n'ayant alors un rôle plus limité. L'Europe libérale du "grand marché" ne répond en effet plus aux attentes des peuples. Les citoyens ont l'impression qu'il n'y a aucune solidarité et que l'Europe ne leur propose rien pour sortir de la crise, voire qu'elle en est responsable. Pourtant, une majorité de citoyens continue à vouloir l'Europe. Pour humaniser la mondialisation, pour protéger nos modèles sociaux, rien n'est possible sans l'Europe, mais avec un **projet européen clair et fédérateur**. Les élections européennes seraient ainsi l'occasion de vrais débats politiques. Les citoyens pourraient faire le bilan de la majorité sortante et L'Europe aurait les moyens d'agir efficacement et rapidement sur tous les dossiers où la décision politique est aujourd'hui paralysée par la règle de l'unanimité.

La seconde, c'est de mettre la solidarité au cœur des préoccupations en Europe.

L'Europe économique ne pourra et ne devra pas se faire sans le pilier social. Les politiques suivies par les droites européennes ont mis à mal les systèmes sociaux et favorisé le dumping social. Cela concerne bien sûr l'harmonisation des salaires et des prestations sociales (il faut créer un socle minimal de droits sociaux et un Smic européen), mais aussi l'éducation, l'emploi des jeunes, le développement de la formation, de la recherche, de l'innovation. Cela concerne également la parité hommes-femmes, et l'ensemble des progrès sociétaux. Mais cela a aussi à voir avec **les modes de gouvernance des entreprises**, dont les dirigeants doivent être responsables des décisions qu'ils prennent. Ainsi, il n'est pas acceptable que ceux-ci ne soient pas sanctionnés quand ils conduisent leurs entreprises au déficit ou pire, à la faillite. Cela vaut bien sûr pour les banquiers, mais aussi pour l'ensemble des entreprises, dans tous les secteurs économiques.

Nous devons également **favoriser l'économie sociale et solidaire**, parce qu'elle représente un vecteur de développement essentiel et qu'elle permet avant tout une **prise en compte de l'individu** et non du seul profit.

La troisième, c'est de permettre à L'Europe de moins dépendre de la volonté des seuls dirigeants des états-membres, et donc d'avoir des ressources propres, et non pas seulement des contributions directes des états-membres, - qui rechignent d'ailleurs parfois à les verser -.

L'Europe disposerait d'une plus grande indépendance par rapport aux gouvernements des Etats-membres si elle avait une fiscalité propre : impôt sur les bénéfices, taxe sur les transactions financières. Un impôt voté par le Parlement européen financerait la défense, la diplomatie, l'éducation, la recherche, la politique agricole, les fonds structurels... Cela impacterait évidemment également les **filières agricoles** (et la mise en place de « circuits courts » du producteur à l'assiette du consommateur), **la transition énergétique**, qui trouverait ainsi des financements incontestables et programmés sur des périodes longues. Si une telle taxe avait été créée en 2008, même à un taux très faible, elle aurait déjà rapporté entre 300 et 600 milliards. La crise grecque ou la crise des banques espagnoles aurait pu être réglée très vite, sans demander des efforts parfois surhumains aux peuples d'Europe.

.../...

La quatrième, c'est de conduire une véritable réforme des institutions bancaires et notamment d'assurer leur transparence.

Cela passe bien entendu par la **mise en place de la réforme de la Banque Centrale Européenne**, qui serait ainsi soumise aux décisions du Parlement Européen, et l'obligation pour celle-ci d'intervenir directement dans le financement des États Membres de la Zone Euro en cas de nécessité. Mais cela passe également par **la mise en place d'instruments de contrôle efficaces**, dont la création d'**un institut de notation et de statistiques**, propre à **contrebalancer les notations des agences**, qui n'auraient ainsi plus à elles seules le pouvoir de décider du sort de tel ou tel pays ou de telle ou telle banque.

La cinquième, c'est que l'Europe doit considérer ses services publics comme des richesses nationales inaliénables.

En tant que fonctionnaire appartenant à une grande entreprise publique, et ayant travaillé longtemps à Bruxelles, j'ai combattu avec beaucoup d'énergie le démantèlement de toute une partie de notre richesse nationale que sont les services publics (télécommunications, postes, électricité, transports, etc...). Je pense que ce mouvement libéral, inspiré par les anglo-saxons et facilité par les droites européennes, a largement démontré ses échecs et atteint ses limites, tant pour le consommateur que pour les entreprises publiques elles-mêmes. Aucun bénéfice pour la collectivité n'en a été retiré dans le long terme, et la qualité des services publics s'est même considérablement dégradée.

A cet égard, il faudra **donc œuvrer pour le rétablissement de ces services**, et notamment rappeler à l'Union Européenne dans son ensemble, que les services et les entreprises appartenant aux états-membres, ne sont pas la propriété spécifique des états, mais de tous les citoyens de chaque pays. Ce sont des biens inaliénables au même titre que les patrimoines architecturaux et culturels de chacun des pays, qu'il convient donc de protéger, au nom des citoyens consommateurs et utilisateurs de ces services, **essentiels à la survie de ces pays**.

La sixième, c'est de sauvegarder nos intérêts internationaux et d'appliquer le principe de réciprocité, conditionné aux avancées sociales.

Nous devons préserver les intérêts internationaux de l'Europe et notamment vis-à-vis de pays comme la Chine, qui continue à ne pas respecter les conventions sociales qu'elle a signées, mais aussi des Etats-Unis, qui cherche à étendre son hégémonie sur l'Europe. L'Europe pourrait ainsi établir des taxes à ses frontières qui permettraient de **rétablir les conditions d'un échange juste**. La question, là aussi, est avant tout celle de la **volonté politique et de l'organisation politique** de l'Europe.

Sauvegarder nos intérêts internationaux et **mettre la solidarité au cœur de nos préoccupations** européennes, c'est aussi évidemment **construire une véritable Europe de la défense**, afin que nous n'ayons plus à faire face seuls ou en ordre dispersé à de graves conflits comme cela s'est passé au Mali ou en Syrie.

En conclusion, j'ai tenté à grands traits de retracer mes motivations, mes convictions personnelles et mes ambitions pour l'Europe, qui reprennent très largement celles de la Motion 4.

J'espère ainsi pouvoir porter les aspirations et les propositions de tous nos camarades. Je serai à leur écoute, dans le respect des lignes directrices de notre Parti.

Etant, comme le préconise notre parti, contre le cumul des mandats, **je prends bien sûr l'engagement de ne pas me présenter pendant les 5 années à venir à aucun autre mandat si je suis élue députée européenne.**

Si l'ensemble des camarades appelés à voter me font confiance pour les représenter sur la liste socialiste en vue des élections Européennes, j'ai conscience de la difficulté d'une telle responsabilité, surtout dans les contextes national et européen actuels, mais je pense que rien ne peut se faire sans ambition pour l'Europe, sans convictions profondes et sans **oser aller plus loin et plus vite.**

Je suis à ta disposition pour répondre à l'ensemble des questions sur ma candidature.

Dans l'espoir d'une décision favorable de la part de tous nos camarades, et en les remerciant de l'accueil qui sera réservé à ma candidature, je te prie d'agréer, cher Harlem, mes salutations distinguées et mes amitiés socialistes européennes.

Sylvie Mennesson

Militante à Maisons-Alfort (94)
Membre du Bureau Fédéral du Val-de-Marne
Membre de la Commission « Europe » à la Fédération du Val-de-Marne
Membre du Parti Socialiste Européen (PSE)
Membre de l'association «Sauvons l'Europe »
Membre de l'association « Citoyens Européens »
Membre de Terranova

Tél : 06 07 35 13 35

Courriel : sylvie.mennesson@orange.fr